

impac

SPÉCIAL

8^e CONGRÈS
filpac cgt

• lundi 23 novembre 2015
CPPAP : 0715 S 07535
numéro
02

EUROPE / PAGE 5

**Pour une Europe
solidaire :
un syndicalisme
à mobiliser**



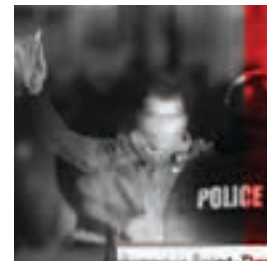
MENSONGES / PAGE 6

**L'imposture
sociale du FN**



L'URGENCE / PAGE 7

**Union nationale pour
une guerre sans fin et
un état d'exception
permanent ?**



L'ÉDITO

Un congrès ? C'est bien le moment !

JEAN GERSIN

Un congrès, au sens d'origine, c'est l'action de se réunir. Et ajoutons : se réunir pour sortir plus forts, plus déterminés et plus solidaires qu'au début des travaux.

Propos de circonstance ? Bien sûr, car les circonstances sont aggravantes. A l'offensive ultralibérale des patrons et du gouvernement s'ajoute la guerre qui justifierait un état d'exception permanent et un recul du droit aussi brutal que le recul du droit social.

Il faudrait nous autocensurer, baisser notre pavillon revendicatif et monter sans mot dire sur le porte-avions de la guerre.

Il faut bien châtier les terroristes... Oui, et aussi avec l'arme sociale de la réhabilitation du travail, du bien-être et de la sécurité sociale, qui font tant défaut à ces quartiers pauvres où sévissent et le radicalisme religieux et le repli nationaliste.

Mais le chemin du pouvoir est celui de l'État fort, aux réponses strictement policières et militaires. Et celui d'une guerre extérieure sans fin qui fabrique autant de terroristes qu'elle inflige des pertes aux populations.

Nous n'aurons pas trop de ces jours de congrès pour affirmer notre détermination à imposer l'urgence sociale à tous ces patrons et au gouvernement, qui, derrière les attentats, continuent leur œuvre de destruction sociale. ●

L'ÉVÈNEMENT

www.filpac-cgt.fr

Le livre, le papier et la communication

Travelling 2015

De La chapelle -Darblay à l'AFP, la FILPAC toujours sur

le front de la lutte syndicale

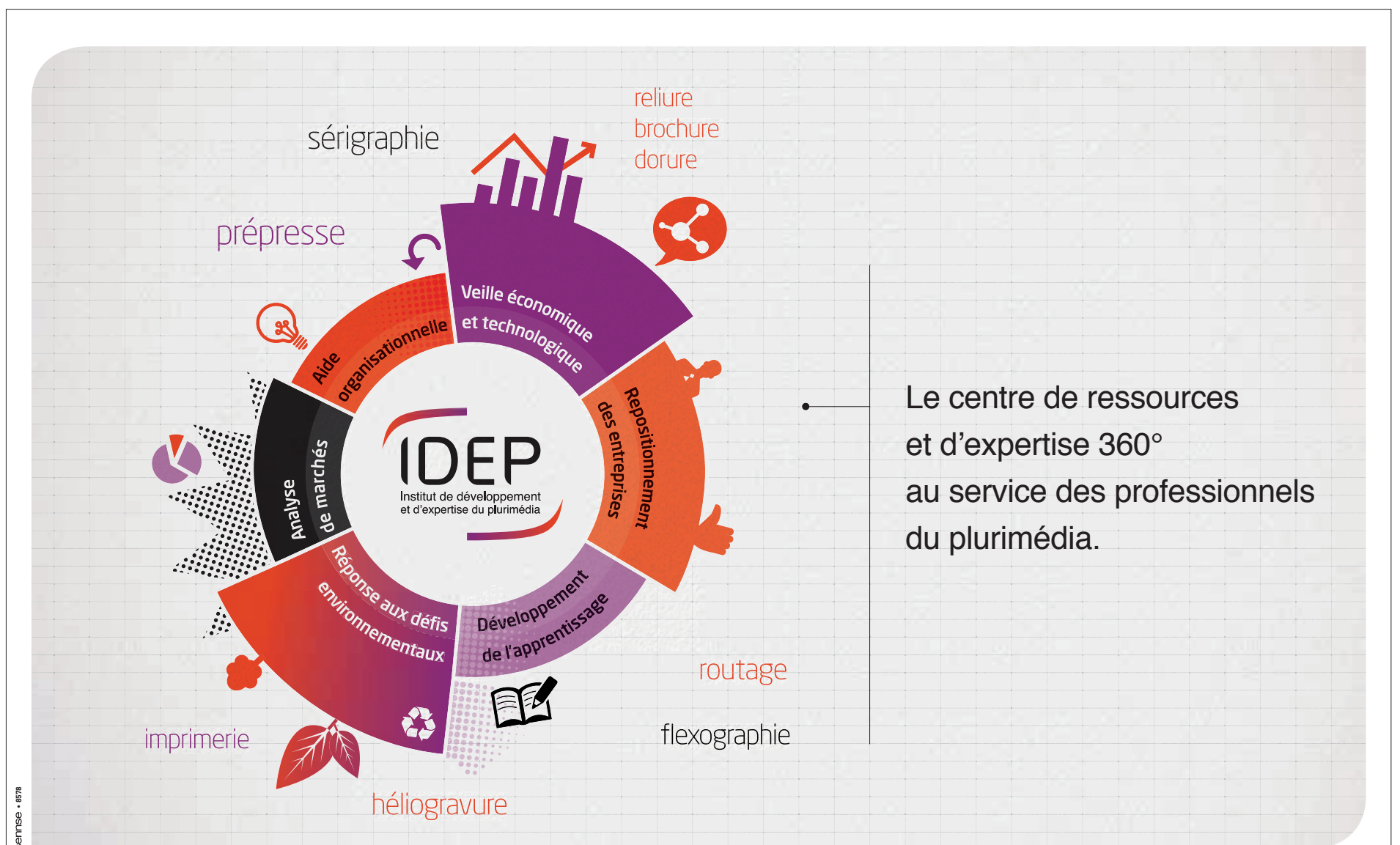


LE CONGRÈS

PROGRAMME du lundi 23 novembre / 14h>19h

PREMIÈRE SÉANCE

14 h 00	Ouverture du congrès Election du Bureau du Congrès Election de la présidence de la 1 ^{ère} séance	16 h 50	Pause (20 mn) ☕
14 h 30	Intervention de l'URIF, Thierry Dumez	17 h 10	Rapport financier
15 h 00	Hommage aux militants disparus	17 h 30	Intervention de la Commission de Contrôle financier
15 h 20	Adoption de l'ordre du jour du congrès Vote du règlement du congrès	17 h 50	Intervention de l'ACAS (Association pour la coordination des activités sociales et culturelles)
15 h 30	Election des commissions : - Commission des mandats et votes - Commission des amendements au projet fédéral - Commission des statuts - Commission des candidatures	18 h 00	Election de la présidence de la 2 ^e séance <i>Fin de la 1^{ère} séance</i>
16 h 00	Rapport d'ouverture	18 h 10	Réunion commission des mandats et votes, salle 16, et commission projet fédéral, rotonde
		18 h 30	Inauguration de l'espace exposants/associations
			<i>Soirée libre</i>



Le centre de ressources et d'expertise 360° au service des professionnels du plurimédia.

En partenariat avec AGEFOS PME - CGM



55 rue Ampère
75017 PARIS
T 01 43 18 14 50
F 01 44 01 89 73
www.com-idep.fr

EUROPE

L'Europe était censée instituer une paix durable. Kidnappée par la Troïka, elle traverse une crise profonde. Un remède, le syndicalisme de lutte qui doit lui donner sa dimension sociale et solidaire indispensable.

POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE Un syndicalisme à mobiliser

YVON HUET

France, 3 novembre 1989. Michel Rocard annonçait : « On ne peut pas héberger toute la misère du monde... à l'exception de l'asile politique, mais pas plus. »

A cette époque, la France était déjà engagée dans le chômage de masse et le désengagement industriel battait son plein. Les thèses xénophobes émergeaient et le FN pointait son nez aux élections dans le sud de la France. Dans le même temps, le 16 novembre 1989, le mur de Berlin s'écroulait, ouvrant ainsi la voie d'un élargissement de l'UE, qui est passé en quelques années de 15 à 28.

Suite aux traités de Rome et de Maastricht se sont préparées les conditions de l'Europe que nous connaissons aujourd'hui avec d'un côté une redistribution rapide de la carte géopolitique et de l'autre une tendance récurrente à désigner l'étranger extra communautaire comme « le mal du siècle », sur un fond d'élargissement d'un immense marché libéral.

Une démographie discrète

Les 28 États membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède.

En tout 508 millions d'habitants, avec une augmentation annuelle de 1,3 million d'habitants si on compte les apports migratoires.

Un poids lourd économique

L'économie de l'UE, mesurée en termes de production de biens et de services (PIB), dépasse désormais celle des États-Unis. L'UE est la première puissance économique mondiale même si sa part dans la richesse mondiale recule depuis une dizaine d'années au profit des puissances émergentes. L'UE, qui ne compte que 7% de la population mondiale, développe ses échanges commerciaux avec



Avec 20 000 fonctionnaires internationaux, la bureaucratie européenne relie son fonctionnement à celui des marchés financiers.

le reste du monde à hauteur d'environ 20% du volume total des importations et exportations mondiales. C'est le principal exportateur représentant 15,4% de toutes les exportations, devant la Chine (13,4%) et les États-Unis (10,5%).

L'UE est le premier destinataire des investissements dans le monde devant les États-Unis et la Chine. Sur le plan agricole, l'UE est premier importateur et exportateur de produits agro-alimentaires.

Un poids plume politique

L'Europe politique est soumise à la stratégie de l'OTAN qui n'a rien d'euro-péenne et sert de boussole à une stratégie fondée sur un couple « franco-al-

lemant » qui, lui-même, ne fonctionne que par rapport à des positionnements à géométrie variable, comme le démontre l'actuelle cacophonie relative au traitement de l'arrivée des migrants.

Un énorme gâchis humain

Lotie de près de 20 000 fonctionnaires internationaux à la citadelle bruxelloise, la bureaucratie européenne relie son fonctionnement à celui des marchés financiers qui, par étape, au travers d'accords comme le TAFTA (grand marché transatlantique), instrumentalise la démocratie politique et sociale. Le parlement européen est aussi démuni devant la loi des multinationales que le parlement français devant les exigences du MEDEF.

Parmi les conséquences, 25 millions de chômeurs, des dizaines de millions de travailleurs pauvres et précarisés. En France, selon l'observatoire des inégalités, « le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus riches est sept fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres en 2010 ». Et la tendance ne fait qu'augmenter.

Une démocratie politique à la croisée des chemins

Les schémas anciens de l'alternance « tranquille » entre une droite affairiste et une social-démocratie acquise aux principes libéraux s'effritent sur un fond d'abstention populaire de plus en plus réfractaire à « la politique ».

Dans ce contexte, l'influence des partis d'extrême droite est de plus en plus importante, et pas spécialement dans les pays qui souffrent le plus de la politique de Bruxelles.

En Finlande, en Suède, au Danemark, en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en France particulièrement, la tentation d'un décrochage de l'Europe à partir de thèses xénophobes s'exprime fortement. Même la Suisse, paradis de l'évasion fiscale internationale, n'est pas épargnée !

Au contraire, au Portugal, en Grèce et en Espagne, ce sont plutôt des mouvements d'une toute nouvelle gauche qui émergent et revendiquent une Europe des peuples, solidaire et démocratique.

Besoin d'un syndicalisme offensif

Les pratiques de cogestion du nord de l'Europe périclitent. Le dialogue social imposé comme en France par les acquis de la libération en 1945 est réduit à une bouffonnerie.

Dans ce contexte, le syndicalisme doit être à l'ordre du jour des mobilisations populaires sachant que c'est par la construction du lien entre les syndicats et un monde du travail majoritairement précarisé qu'elles pourront trouver un prolongement durable et producteur d'alternatives. En la matière il n'y a jamais de modèle à suivre mais toujours des rapports de force à créer dans un cadre où, entre le miroir de la bureaucratie européenne et le miroir de l'intérêt solidaire des peuples, le syndicalisme doit choisir son camp. ●



Équipe de l'impac : Bruno Lantéri, Michèle Marquis, Philippe Zirn, Yvon Huet, Jean-Pierre Ghiotto, Jean Gersin, Frédéric Joffre, Bastien Tournache et le syndicat Filpac CGT des imprimeries parisiennes.

MENSONGES

L'imposture sociale du FN

Les dirigeants du Front National ont conscience que seule une image de leur parti, transformée, adoucie, pourra leur permettre de se revendiquer comme la seule alternative aux échecs des politiques économiques et sociales des gouvernements successifs. Toute la stratégie que le FN développe aujourd'hui va dans ce sens et l'attitude bienveillante, pour ne pas dire partisane, des médias à son égard contribue à semer le trouble dans les esprits de nos concitoyens.

✍ JEAN-PIERRE GHIOTTO

Le FN et les médias

Le FN excelle dans l'occupation de l'espace médiatique, avec, il faut le dire, la complaisance des organes d'information.

Les Le Pen ont cette faculté de créer les incidents qui font monter l'audimat des médias qui les couvrent. Raison supplémentaire pour les faire passer souvent, indépendamment des motifs politiques qui motive leur présence. Plus un jour ne s'écoule sans que le FN soit propulsé au cœur de l'actualité – et ce, quelle que soit la valeur de l'information relayée. Le chat, le père, la fille son entorse, ses vacances, ses tenues, les disputes, les procès... etc.

Un parti comme les autres ?

Après les dérapages verbaux et autres provocations du père fondateur, la fille, aidée par les médias, essaie de faire apparaître son organisation comme un parti « presque normal ». Car si le FN se radicalise, il se marginalise, mais s'il se normalise trop, il se banalise. Il lui faut donc mener aujourd'hui une double stratégie de normalité et de radicalité.

Toutes les enquêtes réalisées par les auteurs d'un livre enquête intitulé *Les faux semblants du Front National* montrent qu'en réalité le FN ne peut pas se passer de sa diabolisation. Pourtant, des « fausses évidences » sont quotidiennement véhiculées dans une partie des médias : le Front national de Marine Le Pen serait un nouveau FN « dédiabolisé », devenu « premier parti de France » et aujourd'hui « aux portes du pouvoir ». La presse, la télévision ou encore les sites d'information sur internet ont édifié l'image d'un parti renouvelé. Hier on parlait de lepénistes pour désigner les adhérents de FN, aujourd'hui on utilise le vocable de marinistes.

Les mêmes auteurs, enquêtant sur l'évolution de FN, mettent en évidence la mécanique de construction sondagière. De sondages en sondages, les intentions de vote augmentent, partant de 13 à 15 %

en 2012 pour l'élection présidentielle pour atteindre les 30 % en janvier 2012, selon un sondage réalisé pour *Libération* par l'institut Viavoice. Toujours selon les sondages, de plus en plus de gens admettent être intéressés par le discours frontiste.

La présidente du FN n'hésite pas à emprunter des thèmes à la gauche, notamment sur les questions sociales ou la laïcité, et infléchi son discours sur l'antisémitisme. Mais le Front national de Marine Le Pen conserve les fondamentaux de celui de son père, en tête desquels la question de l'immigration qui est le véritable ciment de l'électorat FN. Le chômage accentue encore la perception de l'étranger qui vient voler le pain des français et les positions du FN, à cet égard, rencontrent une certaine écoute chez nos concitoyens.

Le vote de « protestation » serait-il remplacé par un vote « d'adhésion » ?

La profession de foi de François Hollande étant une énorme supercherie, les électeurs trahis, pour certains, se désintéressent de la chose publique en n'allant plus voter, laissant ainsi la place aux revanchards, souverainistes, racistes et xénophobes. La politique soi-disant de gauche des hommes du pouvoir au service du patronat et des nantis permet au front s'emparer d'un discours démagogique. L'extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues.

Sa progression n'est pourtant pas inéluctable

Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale du FN, car le discours du FN à propos des syndicats est révélateur de son positionnement et de l'intérêt qu'il porte aux défenseurs des droits des salariés. Le FN voudrait « *sortir la France de l'emprise totalitaire des syndicats* », « *unifier les instances représentatives en une seule : les élus du Comité d'Entreprise* ». ...etc. Le FN n'est pas une idéologie, pas une idée, pas une pensée, il s'appuie sur les peurs et les crispations de l'inconscient collectif. Il n'a pas véritablement de programme et sa force tient



dans l'utilisation du mensonge adossé à la paresse d'un certain nombre de nos concitoyens qui semblent y trouver sans effort ce qu'il voudrait entendre.

Votez PS, sinon... le FN

Le PS dont l'image s'est ternie et qui a plus en plus de mal à se réclamer de « gauche » mène campagne pour s'opposer au FN et invite les électeurs au combat, espérant que sa présence au second tour des élections régionale en tête des organisations de la gauche, la vraie, les obligera à voter pour lui afin de faire barrage au Front. Bref, le scénario classique qui conduirait comme toujours à voter utile pour remettre en place un parti dont les dirigeants œuvrent pour le capital au détriment de ceux qui les ont élus pour faire le contraire.

Mais de renoncement en renoncement, il n'est pas prouvé que l'électorat de gauche continue à se tirer des balles dans les pieds et qu'il ne choisisse pas l'abstention comme réponse à la mascarade.

La droite traditionnelle et le FN

Le sentiment que le FN pourrait glaner des voix dans leur électorat conduit bon nombre des leaders de droite à façonner des discours qui reprennent des slogans frontistes dans le but de conserver leurs assises et leurs postes d'élus. La xénophobie s'invite dans les discours de droite et la vague de réfugiés qui fuit les dangers et la misère des pays en guerre leur permet des prises de positions piétinant les plates bandes du FN. La peur qu'a de l'étranger, une bonne partie de notre population lui fait prêter attention à ce genre de propos et les politiciens de droite en usent.

Mais qui écoute le FN ?

On les trouve parmi les déçus, les trompés, les grugés, les peureux, parmi toute cette population que la société a rejetée, ceux qui se sentent abandonnés, ignorés, méprisés. Et puis il y a les envieux,

Le FN n'est pas une idéologie, pas une idée, pas une pensée, il s'appuie sur les peurs et les crispations de l'inconscient collectif.

les jaloux, les réacs et les racistes.

Cette porosité aux slogans du FN se répartit dans les différentes strates de notre société, avec une prépondérance chez les retraités. Les personnes âgées plus exposés aux mensonges médiatiques qui véhiculent chez eux, la peur de l'autre et le fatalisme.

Toutes ces personnes constituent le terreau propice au développement des mauvaises herbes frontistes et si il n'y a pas l'espoir que puisse enfin pousser, grandir un nouveau type de gouvernance, davantage au service des démunis, délivré des pressions du capital et de la finance, il sera difficile de rallier tous ces gens pour que se mette en place une société plus redistributive et plus juste.

L'Europe et l'extrême droite

Par la politique économique et sociale qu'elle met en œuvre, l'Europe favorise la montée des mouvements d'extrême droite. Avec des destructions incessantes de postes de travail qui font naître la crainte que l'emploi ne sera jamais plus au rendez-vous, avec l'austérité comme perspective, avec des droits et des salaires toujours plus bas, les travailleurs comme les États sont mis en concurrence et les vagues migratoires font naître dans les esprits des réflexes xénophobes.

Les conditions sont réunies pour redonner vie aux groupes néo fascistes, racistes, qui réapparaissent et se refont entendre là où, semblait-il, on pensait les avoir éradiqués

C'est en laissant la politique aux politiques que nous mettons la République en danger. ●

L'URGENCE



Du deuil à la guerre?

Nous n'acceptons pas qu'on manipule la tragédie qui frappe les nôtres en Union sacrée pour amplifier la guerre et la destruction sociale dans notre propre pays.

 JEAN GERSIN

Nous pleurons nos morts, nous souffrons avec nos blessés. C'est le peuple qui a été visé, ce sont les jeunes en grande partie qui ont été fauchés, en nombre monstrueux. Ce sont les nôtres, comme à Charlie. Les symboles frappés, ce sont les réjouissances populaires, comme ce match de football - amical -, ces quartiers que les jeunes de tous horizons aiment fréquenter parce qu'ils sont ouverts à tous et festifs, à deux pas de la République. Qui sont les meurtriers ? Des gens fanatisés par une idéologie totalitaire, une sombre réaction obscurantiste face au chaos du Moyen Orient. La mort est leur métier. D'où viennent les armes et les explosifs ? De la guerre et son cortège de réseaux qui en font commerce. Ces gens-là n'ont pas déclaré la guerre, ils l'ont amenée - avec quelle barbarie - dans les rues de Paris. C'est bien l'aspect de la guerre actuelle. Elle n'est ja-

mais déclarée, mais elle se pratique en différents points du Globe. Mali, Lybie, Afghanistan, Syrie... Cette guerre de fait, permanente, entraîne sa propre propagation par les ventes d'armes spectaculaires, Rafales ou navires militaires à qui veut bien les acheter. Oui, la France fait la guerre, et occupe même le 3^e ou le 4^e rang mondial des ventes d'armes. Ce qui rend lointains les conflits armés, c'est la nature d'une armée qui est devenue professionnelle pendant que ses opérations sont secrètes. Ce qui donne à l'exécutif toute liberté pour la projeter à tout moment dans les furieuses mêlées des différentes zones de conflits. S'est opéré dans l'opinion avec la professionnalisation de l'armée un sentiment d'éloignement du danger de guerre, alors qu'elle s'intensifie par le nombre d'opérations. Quand l'armée intervient, elle expose de façon automatique sa population. Rien n'excuse, rien ne justifie l'assassinat des gens du peuple, simplement parce qu'ils étaient là, présents dans leur cadre de vie habituel. Il faut châtier les coupables. Quelles conclusions en tirer ? Qu'il faut intensifier la guerre ? Dans quelle direction ? Nous voyons,

S'est opéré dans l'opinion avec la professionnalisation de l'armée un sentiment d'éloignement du danger de guerre, alors qu'elle s'intensifie par le nombre d'opérations. Quand l'armée intervient, elle expose de façon automatique sa population.

nous, que le dictateur Bachar, en massacrant les Syriens qu'il prétendait diriger, a offert un terrain favorable à Daesh. Et il reçoit l'appui militaire direct de la Russie et de l'Iran. Nous voyons, nous, que l'intervention des USA en Irak et en Afghanistan sonne comme un échec retentissant qui a favorisé le surgissement et la multiplication de formations terroristes. La guerre en Lybie a eu les mêmes conséquences. Et on continue ? L'urgence est bien de protéger les po-

pulations, éternelles et seules victimes de la guerre. S'agit-il de ça ? Si on ne fait que de la sécurisation militaire, on va aller tout droit dans les bras de l'extrême droite. Nous voyons les mêmes prétendants à l'union nationale qui se sont rendus coupables de l'acharnement contre le droit social, en laissant se développer un chômage de masse et une précarité généralisée, tout en soutenant de façon exclusive les financiers et les rentiers.

Nos morts, nos blessés nous confortent dans notre combat social au côté du peuple, pour que la société soit tournée vers les intérêts de tous. Nous ne discernons pas bien la légitimité de l'exécutif à inclure Sarkozy et Le Pen pendant qu'il dénie à un nombre croissant de travailleurs le simple accès aux moyens de vie, le travail, un revenu décent, le bien-être élémentaire.

Si l'état d'urgence commence par interdire toutes les manifestations de protestation sociale, comme c'est le cas, alors nous devons y voir la continuation de la politique anti-sociale par de nouveaux moyens. Nous n'acceptons pas qu'on manipule la tragédie qui frappe les nôtres en Union sacrée pour amplifier la guerre et la destruction sociale dans notre propre pays. Si l'union nationale avait un sens, ce serait celui de commander l'arrêt de toutes les procédures de licenciements, toute les mesures de répression syndicales, toutes les coupes dans les budgets publics. On a vu à quel point nous avons besoin de services publics au cœur de la nuit du 13 novembre...

Sinon cette prétendue union nationale ne sera qu'une manœuvre pour continuer la même politique et donc les mêmes dégâts sociaux en tout genre, la guerre en plus. ●

L'URGENCE

Etat d'exception ? Hollande veut faire de l'exception la règle

 JEAN GERSIN

Considérant avec commisération l'imposant arsenal législatif à sa disposition, Hollande à Versailles a déclaré qu'il voulait faire de l'état d'exception le moyen de gouvernement au service de l'exécutif. Ne lui suffisent pas les 8 lois anti-terroristes depuis 1986, non plus la dernière d'après Charlie, pas plus que la loi sur le renseignement de l'été. La loi de 1955 créant l'état d'exception lui semble obsolète, ainsi que les articles 16 et 36 de l'actuelle constitution. Hollande veut introduire au cœur de l'arsenal ordinaire de l'exécutif l'exception comme état particulier permanent. Se plaçant au centre du cercle vicieux constitutionnel, il prétend à l'inclusion de la suspension des droits au cœur de l'ordre légal dans la loi fondamentale de la République.

Comment déroger à la loi sans l'anéantir, comment la nécessité d'agir sans loi peut-elle faire la loi, telles sont les questions auxquelles Hollande prétend répondre

Ainsi il invente un amendement à la constitution qui introduirait les conditions légales de sa propre suspension. Le terrorisme serait un phénomène aux événements à ce point imprévisibles que leur déroulement générerait automatiquement la possibilité pour l'exécutif d'agir sans droit... en toute constitutionnalité.

La guerre justifierait la concentration des pouvoirs en temps de paix pour la mener. À l'intérieur comme à l'extérieur. L'exécutif s'émancipe ainsi de la souveraineté populaire, puisqu'il use de pouvoirs discrétionnaires commandés par l'événement. Il ne s'agit plus de durée de l'état d'exception, en l'occurrence trois mois, mais de faire de l'Etat français une exception permanente, qui inclurait toutes les possibilités de décisions en matière policière et militaire au sein de l'arsenal légal, autorisé en permanence de passer par dessus la loi. Au passage, Hollande intègre une moisson de propositions répressives jusqu'alors portées par la droite et l'extrême droite. Mais il en veut plus.

Au passage, Hollande intègre une moisson de propositions répressives jusqu'alors portées par la droite et l'extrême droite.

La guerre globale et permanente en tous lieux

La France est en guerre, répète à l'envi le premier magistrat et le chef des armées. De quoi parle-t-il ? De cette guerre que George Bush a menée avec le succès que l'on sait, la guerre du droit contre le terrorisme.

Seront visés les territoires de cette guerre. Comme par définition elle n'est pas circonscrite à un champ de bataille, son extension va des faubourgs de la capitale jusqu'au reste du monde.

Comme il abandonne sa position équilibrée contre Daesh et contre le dictateur Bachar, il entre en coalition avec Poutine et Obama dans une action qui, littéralement n'a pas de fin. Chaque coalition de ce type crée de nouvelles générations de terroristes, car les buts de guerre ne sont pas l'exportation de la démocratie mais la volonté hégémonique des grandes puissances.

De quoi définir une guerre de cent ans nouvelle mouture.

Dès lors Hollande en tire les conclusions qui s'imposent : la paix n'est que la guerre continuée par d'autres moyens, « nous sommes en guerre » signifie que nous ne sommes plus en paix, donc toutes les mesures en temps de paix doivent devenir des mesures de guerre. Logique, donc je prends le pouvoir.

Le Hollande de Versailles vient de créer une V^e république aggravée, celle-là même que François Mitterrand qualifiait de « Coup d'État permanent ». ●

UNION NATIONALE POUR UNE GUERRE SANS FIN ET UN ÉTAT D'EXCEPTION PERMANENT ?



Que la réponse au terrorisme ignore la question sociale, le vivre ensemble et ses moyens, alors le militarisme policier emportera le pays vers le totalitarisme encore plus sûrement que le néofascisme du front national.

 JEAN GERSIN

Pourquoi les leçons de Charlie n'ont pas été tirées ? À nos morts et nos blessés de janvier s'ajoutent nos morts et nos blessés de novembre. Les rodomontades guerrières d'aujourd'hui masquent l'incompétence ou la manipulation. Ou bien les deux. Ces deux catastrophes nous rappellent que, dans la guerre, la seule victime c'est la population, c'est le peuple. Ce sont les nôtres, encore et toujours. Nous, le peuple, sommes les seuls à ne jamais avoir aucun intérêt à faire la guerre. Jamais. La peur qu'inspirent les assassinats et les mutilations du 13 novembre est d'autant

plus forte qu'elle surgit alors que nous nous croyions à l'abri de la guerre. Et pourtant. Le climat s'est répandu, s'est incrusté même, d'une guerre sourde, rampante, omniprésente, sous la forme du management par la peur pratiquée à haute dose notamment depuis la crise de 2007-2008. Nous voyons, dans les entreprises comme à la ville nos collègues, les salariés, tous les travailleurs subir ce >>>

Les rodomontades guerrières d'aujourd'hui masquent l'incompétence ou la manipulation.

L'URGENCE

>>> climat de menace, de chantage, d'intimidation, d'humiliation, de rabaissement de l'individu. Cette pénible atmosphère a été semée par la peur qu'inspire le maniement de l'arme du licenciement, de la dissuasion du chômage, de la chute dans la précarité, du déclassement social. La souffrance au travail s'est répandue parce que le prix de la vie humaine au travail a chuté vertigineusement. Au point que le suicide, la dépression, l'enfer au travail expriment au quotidien l'intensification et la maltraitance généralisée du salariat. Cette peur sociale se cumule désormais à la peur de la guerre. Quand le prix de la vie humaine est déprécié à ce point sur le marché du travail et dans l'entreprise publique, il ne risque pas d'être enchéri sur le terrain de la guerre.

C'est de ce point de vue que nous examinons la propagande actuelle pour l'unité nationale

Il faudrait, par peur, se blottir derrière un chef providentiel et lui aliéner nos libertés, pour qu'il nous débarrasse, cette fois c'est sûr, de la bête terroriste. Mais, nous demandons-nous, pourquoi l'unité nationale fonctionnerait pour l'intérêt général alors que sur le terrain social nous perdons jusqu'au droit élémentaire d'accès aux moyens de vie, le salaire ? Nous ne serions, à l'entreprise ou à l'embauche, pas bons à grand-chose mais bons à tout pour l'entreprise de guerre ? Comment Hollande peut-il nous demander d'enfiler l'habit de l'Union nationale quand on nous refuse la moindre place dès qu'il s'agit des besoins sociaux élémentaires ? Chaque guerre entraîne son cortège de mensonges d'État, ce bourrage de crânes propre à chaque élan patriotique commandé d'en haut. Cette fois on nous assène : qu'importe votre statut de victimes sociales, embrassons-nous sous le drapeau tricolore, l'union est plus impérialiste et l'emporte en priorité sur votre chômage, votre précarité et celle de vos enfants.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement poursuit la destruction d'un service public dont à l'évidence nous avons tant besoin, alors qu'il impose l'ordre austéritaire de l'Union européenne et qu'il ap-

Chaque guerre entraîne son cortège de mensonges d'État, ce bourrage de crânes propre à chaque élan patriotique commandé d'en haut.

puie de mille façons la classe patronale, il faudrait lui aliéner nos intérêts sociaux pour grimper sans mot dire sur le grand porte-avions de la guerre ?

Quelle guerre ? De quelle guerre s'agit-il ? Les terroristes du 13 novembre ou de janvier ne l'ont pas initiée, ils l'ont portée au cœur de nos quartiers. Elle existait bien avant, mais c'était loin, là-bas, en Syrie, en Irak, en Lybie, au Mali. Par un étrange rapport de perspectives, du fait que notre armée n'est plus constituée sur la base de la conscription mais de la professionnalisation, il nous semble que ses théâtres d'opération extérieure, comme ils disent, ne nous concernent pas. L'action de nos troupes appointées comme des fonctionnaires n'aurait aucune conséquence pour la population, quoi qu'ils fassent là-bas, ce dont d'ailleurs nous ne sommes pas informés.

On nous dit c'est une guerre de la civilisation contre la barbarie, c'est une guerre du droit contre le terrorisme, lequel n'est qu'une expression bestiale et sans idéologie d'un banditisme international assoiffé de sang. Le fils Bush nous l'avait déjà dit après le 11 septembre. En réalité et au delà de l'émotion, nous constatons que l'état de guerre permanent a suivi la progression de la mondialisation du capital. Il suit la courbe des profits financiers et la guerre se répand au rythme du commerce des armes, de la protection des intérêts des grands groupes transnationaux. Superposons à la carte de la Lybie la carte du pétrole, la carte des ventes d'armes avec la savante géopolitique nationale, et nous serons éclairés.

Oui, la guerre peut être une porte de sortie des contradictions actuelles du capitalisme, comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales du siècle dernier

Un des moyens de lutte contre le caractère attractif des organisations de type Daesh - car elles attirent - consiste à saper le terrain au désespoir social, à la perte de sens d'une société à telle point inégale et inhumaine que quelques-uns regardent avec indifférence, du haut de tas d'or inouïs, l'immense majorité de la population subir la régression actuelle. L'égoïsme glacé des financiers et des rentiers pèse dans la déshumanisation de notre société de marché, réduite aux calculs économiques et spéculatifs. Que la réponse au terrorisme ignore la question sociale, le vivre ensemble et ses moyens, alors le militarisme policier emportera le pays vers un totalitarisme encore plus sûrement que le néofascisme du Front national.

Pratiquons-nous l'autocensure et mettons-nous en veilleuse nos revendications au nom de l'union sacrée réclamée d'en haut pour faire une guerre sans fin. Ou bien, malgré et contre le renforcement de l'autorité de l'Etat autour du seul président, volontairement coupé de la souveraineté populaire, nous puisons de l'énergie dans la situation créée pour imposer l'État d'urgence sociale. ●

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé - Prévoyance - Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLESIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES



Malakoff Médéric lance la nouvelle démarche responsable Entreprise territoire de santé qui intègre des services innovants aux garanties d'assurance.

Orientation dans l'offre de soin, prévention, dépistage, coaching... améliorent le bien-être des salariés et contribuent à la performance des entreprises.

Pour en savoir plus :

entreprise-territoire-de-sante.malakoffmederic.com

Votre contact : contact-branches@malakoffmederic.com

SANTÉ - PRÉVOYANCE - ÉPARGNE - RETRAITE



malakoff médéric
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR